

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Mirages-realites-et-frayeurs-du-capitalisme-reel>

Mirages, réalités et frayeurs du « capitalisme réel »

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

Date de mise en ligne : mercredi 8 février 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le leaders de l'euro-zone, et en particulier le couple franco-allemand dénommé « Merkozy », continue d'être cramponnée à la politique déflationniste qui signifie appliquer, sans mesurer les conséquences, des politiques d'austérité dans une situation de stagnation ou de récession économique due au chômage massif et à la baisse du pouvoir d'achat de la population.

La tutelle de la *Troika* - *Commission Européenne* (CE), *Banque Centrale Européenne* (BCE) et le *FMI* - a mis la Grèce dans la condition d'une colonie, dont on exige davantage de licenciements de fonctionnaires et de plus grandes baisses de salaires et des retraites. Et pendant ce temps, pour ne pas avoir à payer la facture des problèmes structurels et politiques qui caractérisent l'euro-zone (ZE), ou pour asservir encore plus le peuple grec, les « pays forts » continuent de faire tout leur possible pour que la Grèce se retire de la ZE : le vice-président de la CE, de Neelie Kroes, a déclaré au quotidien hollandais *Volkskrant* que « la sortie de la Grèce de l'euro-zone est gérable », et que c'est « simplement faux » qu'elle provoquerait une fracture de l'euro-zone (ZE). Pour sa part le Premier ministre hollandais, Mark Rutte, a dit que la ZE « peut vivre sans la Grèce », si ce pays n'accepte pas le dictat de la *Troika*.

Avec l'attitude arrogante des « pays forts » de la ZE envers ceux qu'on appelle, de plus en plus fréquemment, la « périphérie » - la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande et quelques pays de l'Est européen - comment ne pas réfléchir sur ce que le 30 janvier dernier écrivait le stratège des investissements Marshall Auerback [\[1\]](#) sur l'« annexionnisme économique » (*anschluss economics*) que l'Allemagne a réussi à imposer aux pays de l'UE : Quand sont en jeu les intérêts nationaux, les Allemands sont parfaitement préparés pour se défaire de leur « *bonne personnalité européenne* » et jouer dur avec les pays de l'UE, souligne Auerback.

Quelle meilleure définition de l'« *anschluss* », l'annexion de marchés, que l'« alliance » à la manière de celles créées aux tristes époques du colonialisme qu'ont mis en marche une douzaine de grandes entreprises allemandes pour « détecter des gisements, les évaluer et offrir à leurs membres une participation dans l'exploitation, pour assurer un approvisionnement en terres rares » ? Comme rapporte Karl de Meyer, correspondant du quotidien français *Les Echos* à Berlin.

La *Fédération des Industriels Allemands* (BDI, dans son sigle en allemand) a annoncé la création d'une sorte de cartel baptisé « l'Alliance pour l'assurance des matières premières ». Ce cartel est formé par les grandes entreprises allemandes, parmi lesquelles figurent les géants de la chimie (*BASF*, *Bayer*, *Wacker Chemie*), de l'automobile (*BMW*, *Daimler*), de la sidérurgie et de branches connexes (*ThyssenKrupp*, *Stahl-holding-Saar*, *Bosch*), conseillées par des signatures questions légales et commerciales (*Boston Consulting Group*, *Egon Zehnder*, *Hogan Lovells* et *PricewaterhouseCoopers*), et est « ouvert à la finance et à d'autres industries ».

Meyer remarque que l'objectif de cette « alliance » est de prospecter dans le monde entier, participer aux projets qui sont déjà en marche, et « éventuellement offrir aux entreprises » une « participation dans l'exploitation » des gisements de terres rares, qui sont indispensables aux industries de haute technologie. Cette initiative, ajoute le correspondant, s'inscrit dans « le plan de gouvernement, qui a fait du sujet l'une de ses priorités ».

De l'autre côté de l'Atlantique.

Aux États-Unis (EU) la situation de fond est similaire à celle de l'UE, même si une plus grande flexibilité monétaire a permis d'éviter, pour le moment, une rechute dans la récession. Mais la majorité Républicaine au Congrès de Washington s'oppose à des mesures de relance pour la création d'emploi même s'il y a plus de 16 millions de

personnes au chômage, dont plus de la moitié se trouve déjà en situation de chômage chronique.

Les problèmes conjoncturels, et plus important encore, les transformations profondes et rapides structurelles dans l'emploi et le chômage aux Etats-Unis font que le « capitalisme réel » ne peut recommencer à « sortir un autre lapin » de son chapeau, comme l'a dit, il y a peu, l'économiste Nouriel Roubini, ou qu'il est arrivé au pied d'un écueil insurmontable que lui même a créé, comme le révèlent les données statistiques exposées dans un intéressant article de Derek Thompson dans la revue *The Atlantic* [2].

Ce qui a changé depuis 1945, écrit Thompson, c'est la chute de l'emploi dans le secteur agricole et dans l'industrie. L'industrie manufacturière des Etats-Unis a perdu 60 % de sa force de travail, mais dans la même période la production de biens industriels - qui a été objet d'une révolution technologique sans précédents - a été multipliée par six. Dans le domaine des services qui a remplacé les postes de travail perdus dans les activités de production de biens pendant un moment, « l'effet de remplacement » par l'introduction de l'automatisation et par la délocalisation commence à se sentir dans quelques branches, et dans d'autres - comme dans la finance, l'immobilier et les assurances qui sont arrivés à constituer un cinquième des emplois en 2009 - la crise réduit sensiblement sa taille.

Dit autrement et en déduisant la « délocalisation » de la production en Asie, dans les principaux centres du capitalisme industriel ont produit beaucoup plus qu'avant, mais avec beaucoup moins de main-d'oeuvre locale. Sans une masse croissante de travailleurs et d'employés qui avec leurs salaires garantissent une demande croissante, le « capitalisme réel » (et « l'ascenseur social » qui constituait son principal attrait) ne peut fonctionner.

Dans sa rubrique du *New York Times* l'économiste et prix Nobel Paul Krugman écrivait, le 5 février dernier, que dans un monde meilleur, en particulier dans un monde avec une meilleure élite politique, un bon rapport sur l'emploi - comme celui qui a annoncé qu'en janvier 243 000 emplois ont été créés dans les Etats-Unis - aurait été une cause authentique de joie. Mais, dans le monde où nous habitons actuellement chaque petit rayon de lumière vient accompagné d'un nuage. Le rapport (du vendredi 3 février) a été, en effet, bien meilleur qu'espéré, et il a rendu beaucoup de gens plus optimistes, moi compris. Mais, ajoute le prix Nobel d'économie, il existe le danger réel qu'il s'agisse d'un optimisme contre-productif, parce qu'il encouragera et donnera un plus grand pouvoir à ceux qui veulent imposer l'austérité.

Et voilà qu'il ajoute que si le rapport sur l'emploi « a été *authentiquement bon* » comparé à ce qu'est devenue la norme, « *notre économie reste profondément déprimée. Comme le souligne l'Institut de Politique économique [3], nous commençons 2012 avec moins de travailleurs en poste qu'en janvier 2001 - une croissance zéro depuis 11 ans, même si la population, et en conséquence le nombre de postes de travail dont nous avons besoin, a constamment progressé. Cet Institut estime que même avec une création d'emploi au rythme de janvier, cela prendra jusqu'à 2019 pour retrouver le plein emploi* ».

Krugman, comme beaucoup d'autres économistes qui analysent la crise financière et économique persistante, souligne quelque chose d'important, l'impact à long terme du chômage élevé durable : Nous ne devons jamais oublier que la persistance d'un taux de chômage élevé inflige d'énormes dommages continus dans notre économie et notre société, même si le taux de licenciement baisse graduellement. Il faut prendre en considération le fait que le chômage de longue durée - pourcentage de travailleurs qui ont été sans emploi durant six mois ou plus - continue d'être à des niveaux jamais vus depuis la Grande Dépression. Et chaque mois que cette situation continue, souligne Krugman, plus d'étasuniens sont éloignés de la force de travail de façon permanente, plus de familles épuisent leurs économies, et non moins important, un plus grand nombre de nos concitoyens perdent espoir.

De nouveau est en marche la « soupe de sécurité » du capitalisme européen.

Dans un article intitulé [Irish Urge Children to Leave Amid Job Losses](#) , publié le 7 février, le journaliste Funbarr Flynn de l'agence *Bloomberg* écrit qu'en Irlande les chômeurs encouragent leurs enfants à émigrer : « *J'ai vu de bons et des mauvais temps, mais ceux-là sont les pires, a dit Anthony Roches, travailleur indépendant qui réussit à travailler seulement un ou deux jours par semaine. Et d'ajouter qu'il y a beaucoup de gens qui cherchent du travail, mais il n'y a pas qui les employer. C'est pourquoi les gens laissent de nouveau cette terre* ».

En Irlande, selon les données du *Bureau Central de Statistiques*, dans les douze derniers mois à fin avril 2011 on a été témoin de la plus grande augmentation de l'émigration depuis le 19e siècle, avec 74 400 personnes abandonnant le pays à la recherche d'un avenir meilleur.

Il suffit de rappeler qu'en 2011 le chômage en Irlande a été de 14.2 %, c'est à dire plus de trois fois le niveau du chômage de 2007, quand implosé la bulle des prêts hypothécaires *subprime* aux Etats-Unis et a entraîné le secteur immobilier en Irlande, provoquant une contraction autour de 15 % dans l'économie irlandaise. Parmi les jeunes de moins de 24 ans, qui ont des niveaux excellents d'éducation, le chômage s'élève à 30 %, selon Flynn.

L'impact social de la crise dans la Zone Euro est aussi le sujet d'un article du conseiller économique du Sénat italien Edoardo Campanella (« [The social consequences of the euro une crise](#) » , Edoardo Campanella. Eurointelligence.com, 06.02.2012), qui alerte que la marginalisation croissante par manque de postes de travail de la jeunesse européenne, crée des pré-conditions pour un tremblement de terre social capable de secouer le Vieux Continent et de nuire à la survie de l'euro. Jusqu'à présent, ajoute t-il, les programmes d'aide sociale (*safety nets*) et les aides familiales ont été les « canaux » qui ont empêché que les protestations de pacifiques « indignés » deviennent des protestations violentes, comme dans quelques pays arabes.

Et Campanella ajoute que le manque de ressources pour la nouvelle récession, à côté des mesures d'austérité fiscale, bloqueront ces « canaux » à un moment où « *continueront de grandir la frustration et le ressentiment social* » de la jeunesse. Et pour appuyer son argument, le conseiller économique du Sénat italien dit que les données sont réellement alarmantes : Selon un rapport publié récemment par la CE, un jeune sur cinq court le risque de tomber dans la pauvreté ou l'exclusion sociale ; seulement un tiers de la jeunesse a un emploi ; et un jeunes sur trois a été sans emploi pendant plus d'un an.

Ce rapport de la CE qui, soit dit en passant, est l'organisme qui défend les plans d'austérité et fait partie de la *Troika* qui surveille que soient appliqués les plans de rigueur, remarque aussi que 40% des chômeurs dans l'UE a moins de 30 ans.

L'émigration « pour chercher des opportunités en dehors de l'Europe », une solution appuyée officiellement par le gouvernement portugais, et officieusement par d'autres gouvernements qui veulent aussi se débarrasser du « problème du chômage des jeunes », c'est un aspect important de cette crise et de l'exclusion des jeunes du marché du travail. Campanella écrit que 120 000 jeunes italiens ont émigré en 2011 et des milliers des jeunes Espagnols arrivent « aux ex-colonies en Amérique du Sud » (l'expression ou le mépris est de l'auteur).

Libre-échange et migrations massives.

Les statistiques canadiennes [4] sur l'immigration de 1852 à 1966 sont une source excellente pour constater que les flux migratoires qui arrivaient au Canada augmentaient dans les périodes de crises économiques en Europe.

Pour citer un exemple, à partir de crise économique qui a commencé en 1873 aux États-Unis et en Europe (la Longue Dépression), et qui dure jusqu'au début de la décennie de 1890, une augmentation très rapide se voit dans le nombre d'immigrants qui arrivaient annuellement au Canada : en 1883 le Canada a reçu plus de 133 000

immigrants, presque en totalité des Européens, ou bien presque cinq fois plus que le nombre d'immigrants reçus en 1871.

Les statistiques permettent de voir les augmentations dans l'émigration européenne pendant les époques de crise du système de laissez-faire. Pendant les deux décennies qu'a duré la Longue Dépression, le Canada a reçu autour de 1 200 000 immigrants, un chiffre qui équivaut à un tiers de la population totale du pays en 1871.

En 1892, à la fin de cette Longue Dépression, le Canada a reçu 31 000 immigrants, une quantité en rapport avec les chiffres moyens qui vont de 1852 à 1871, et qui marquera la moyenne de 1892 à 1900.

Mais à partir de 1903, avec la relance de la rapine colonial et des guerres coloniales des puissances impérialistes, les conflits commerciaux, les crises bancaires, un manque alimentaire et l'émergence des luttes du mouvement ouvrier organisé dans beaucoup de pays européens, la soupape de décompression fonctionne à nouveau et l'immigration retrouve les niveaux de la Longue Dépression, avec 138 000 immigrants qui cette année là arrivent au Canada.

Désormais les niveaux annuels d'immigration augmentent rapidement (272 000 immigrants en 1907, 331 000 en 1911, 400 000 en 1913), jusqu'à ce que le flux migratoire descende brusquement en 1914 (151 000 immigrants) à cause de l'explosion de la première Guerre mondiale.

Entre 1903 et 1914 le Canada reçoit 2 751 000 immigrants, presque en totalité des Européens, un chiffre énorme pour un pays qui en 1901 avait un peu plus de cinq millions d'habitants, entre ceux nés dans le pays et les immigrants.

Ces flux migratoires vers les pays d'Amérique, du Canada à l'Argentine, ont augmenté en nombre, jusqu'à arriver à atteindre à des moments déterminés des millions de personnes par an, pendant les grandes crises financières et économiques qui ont éclaté depuis le milieu et jusqu'à la fin du 19^e siècle, et les crises de la première partie du 20^e siècle, et qui il faut le préciser furent des crises du système du « libre-échange » ou du « laissez-faire » né en Europe et qui sont toujours venues accompagnées - pour être les causes ou les effets de telles crises - par des guerres, des aventures colonialistes, des révolutions et des contre-révolutions, et le totalitarisme fasciste dans les années 30.

L'émigration massive a été une *soupape de sécurité* pour beaucoup de pays européens dans des temps de graves crises agricoles, industrielles et commerciales. Cette soupape a fonctionné très bien quand une forte croissance de main-d'oeuvre était essentielle pour un capitalisme qui se développait, comme aux Etats-Unis et au Canada, à côté de l'expansion des frontières.

La soupape de sécurité des pays européens a à nouveau commencé à fonctionner, mais la situation objective dans les pays qui ont traditionnellement reçu ces migrants n'est pas la même que pendant les crises du passé. La tendance de l'économie des Etats-Unis à supprimer des emplois est bien réelle, comme le remarquent Thompson, Krugman et l'*Economic Policy Institute*. La même chose peut être dit du Canada et de l'Australie.

L'émigration massive comme solution au problème du chômage européen, ou bien pour éviter « *le tremblement de terre social capable de secouer le Vieux Continent et de nuire à la survie de l'euro* » auquel se réfère Campanella, a fonctionné dans le passé, mais maintenant c'est un mirage. Telle est la réalité du « capitalisme réel » basé sur l'imposition de l'austérité aux bénéfices des rentiers financiers, ce qui comme les grecs le vérifient dans leur propre chair est la pire frayeur imaginable.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 8 février 2012.

Post-scriptum :

* **Alberto Rabilotta** est journaliste argentin depuis 1967. Au Mexique pour la « *Milenio Diario de Mexico* » Correspondant de Prensa Latina au Canada (1974). Directeur de Prensa Latina Canada, pour l'Amérique du Nord (1975-1986) Mexique, USA, Canada. Correspondant de l'Agencia de Servicios Especiales d'Información, ALASEI, (1987-1990). Correspondant de l'Agencia de Noticias de México, NOTIMEX au Canada (1990-2009. Editorialiste sous de pseudonymes -Rodolfo Ara et Rocco Marotta- pour « *Milenio Diario de Mexico* » (2000-2010, Collaborateur d'ALAI, PL, El Correo, El Independiente et d'autres medias depuis 2009.

[1] [The Germans Launch a Blitzkrieg on the Greek Debt Negotiations](#). *Anschluss Economics*, du 30 janvier 2012

[2] [Where Did All the Workers Go ? 60 Years of Economic Change in 1 Graph](#), Derek Thompson, The Atlantic.

[3] [U.S. labor market starts 2012 with solid positive signs but fewer jobs than it had 11 years ago](#). Heidi Shierholz, Economic Policy Institute, 3 de février 2012

[4] Voir [la page 4](#) du rapport sur l'immigration au Canada de 1966, qui cite les chiffres d'immigration de 1852 à 1966